



Conseil de sécurité

Distr. générale
30 octobre 2019
Français
Original : anglais

Lettre datée du 30 octobre 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix

Je m'adresse à vous en ma qualité de Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix. En rappelant le rôle consultatif que joue la Commission auprès du Conseil de sécurité, j'aimerais vous faire part de quelques observations sur la visite que j'ai effectuée en Guinée-Bissau du 22 au 24 octobre 2019.

L'objet de ma visite était d'examiner comment la Commission de consolidation de la paix pourrait aider le pays à concrétiser ses priorités en matière de consolidation de la paix et de développement et à procéder aux réformes prévues dans l'Accord de Conakry durant la période postélectorale.

Lors de ma visite, j'ai rencontré le Président de la Guinée-Bissau, José Mário Vaz, le Premier Ministre, Aristides Gomes, le Président de l'Assemblée nationale, Cipriano Cassamá, et le Président par intérim de la Cour suprême, Rui Nené. J'ai également rencontré : les Ministres des affaires étrangères, de l'intérieur, de l'administration territoriale et de la gestion des élections et des droits de l'homme ; les représentants des autorités centrales, notamment la Commission électorale nationale et le Bureau de l'appui technique au processus électoral ; les candidats déclarés aux prochaines élections présidentielles ; les représentants des partis politiques et de la société civile, y compris les réseaux de femmes et de jeunes pour la paix et la sécurité ; la commission d'organisation de la conférence nationale.

Au cours de mes entretiens avec les autorités, je les ai engagées à tenir, le 24 novembre 2019, des élections présidentielles libres, régulières, crédibles, transparentes et pacifiques, afin que le pays puisse aller de l'avant avec son programme de consolidation de la paix, et en particulier s'employer à consolider la démocratie et à renforcer ses institutions. Les représentants du Gouvernement et de la société civile ont souligné qu'une attention soutenue devait être accordée au programme de développement national et à la réalisation des réformes prévues dans l'Accord de Conakry. Ils ont en particulier demandé qu'un appui constant soit apporté à la mise en œuvre des mesures de développement énoncées dans le plan de développement stratégique pour la période 2015-2025 établi par le Gouvernement (« Terra Ranka »).

La plupart des interlocuteurs se sont dits conscients de l'action menée sans relâche par la Commission de consolidation de la paix et des contributions stimulantes apportées par le Fonds pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, compte tenu en particulier de la réduction des effectifs du Bureau intégré des Nations Unies



pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, et se sont félicités des initiatives en cours visant à autonomiser les femmes et les jeunes, et en particulier à renforcer leur participation aux activités politiques et à la prise de décisions, ainsi qu'à la consolidation et à la pérennisation de la paix.

Les entretiens ont eu lieu alors que les tensions se faisaient fortement sentir entre les acteurs politiques en Guinée-Bissau. À mon retour, j'ai appris que le Président avait destitué le Gouvernement, moins d'un mois avant les élections prévues pour le 24 novembre. Dans la perspective de ces élections, j'exhorte les acteurs politiques en Guinée-Bissau à faire preuve de la plus grande retenue, à s'abstenir de toutes formes de violence ou d'incitation à la haine et à recourir au dialogue, qui est le seul moyen de résoudre leurs différends et de préserver la paix et la stabilité dans leur pays, ainsi qu'à poursuivre les préparatifs des élections.

La formation Guinée-Bissau se tient prête à continuer d'aider à la mobilisation de l'appui international en faveur de la réalisation des priorités du pays en matière de consolidation de la paix, notamment le dialogue national, les principales réformes institutionnelles et le programme de réconciliation. Toutefois, cette mobilisation ne pourra pas réussir tant qu'il n'y aura pas une transition pacifique du pouvoir. La Commission de consolidation de la paix prend note de la déclaration faite le 29 octobre par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur la Guinée-Bissau. À cet égard, la Commission souhaite faire écho aux appels lancés aux niveaux régional et international tendant à ce que les acteurs politiques en Guinée-Bissau maintiennent les engagements pris au niveau régional et aillent de l'avant et tiennent des élections le 24 novembre, comme convenu précédemment.

Pour conclure, j'affirme de nouveau que la Commission de consolidation de la paix est déterminée à continuer d'aider la communauté internationale à examiner, en concertation avec le Gouvernement, les moyens de renforcer la capacité des institutions nationales de réaliser les objectifs de consolidation de la paix et de développement de la Guinée-Bissau.

Le Président de la formation Guinée-Bissau
de la Commission de consolidation de la paix
(*Signé*) Mauro **Vieira**
